



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/47/L.50
17 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 10 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

Projet de résolution présenté par le Président

Agenda pour la paix : diplomatie préventive et questions connexes

L'Assemblée générale,

Rappelant la déclaration, adoptée le 31 janvier 1992, à l'issue de la première réunion tenue par le Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement 1/, dans laquelle le Secrétaire général était invité à élaborer "une étude et des recommandations sur le moyen de renforcer la capacité de l'Organisation dans les domaines de la diplomatie préventive, du maintien et du rétablissement de la paix, et sur la façon d'accroître son efficacité, dans le cadre des dispositions de la Charte", à communiquer aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avant le 1er juillet 1992,

Se félicitant que le Secrétaire général ait présenté en temps voulu, comme suite à la réunion au sommet du Conseil de sécurité, le rapport prospectif intitulé "Agenda pour la paix" 2/, qui est un ensemble de recommandations méritant un examen attentif par la communauté internationale,

Reconnaissant qu'il faut que l'intérêt accru suscité par l'Organisation et l'impulsion donnée à sa revitalisation se maintiennent pour qu'elle puisse relever les défis inhérents à la nouvelle phase dans laquelle sont entrées les relations internationales, afin de réaliser les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Soulignant que la mise en oeuvre des notions et des propositions contenues dans l'"Agenda pour la paix" doit se faire en stricte conformité avec les dispositions de la Charte, en particulier ses buts et principes,

1/ S/23500.

2/ A/47/277-S/24111.

Rappelant sa résolution 2625 (XXV) du 25 octobre 1970 sur la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, et sa résolution 43/51 du 5 décembre 1988 relative à la Déclaration sur la prévention et l'élimination des différends et des situations qui peuvent menacer la paix et la sécurité internationales et sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine,

Soulignant que la paix et la sécurité internationales doivent être envisagées selon une optique intégrée et que les efforts que déploie l'Organisation pour instaurer la paix, la justice, la stabilité et la sécurité doivent porter non seulement sur les questions militaires mais aussi, par l'intermédiaire de ses divers organes agissant dans leurs domaines de compétence respectifs, sur les aspects politiques, économiques, sociaux, humanitaires, écologiques et de développement pertinents,

Soulignant que l'action internationale doit favoriser le développement socio-économique des Etats Membres en tant que moyen de renforcer la paix et la sécurité internationales et, à cet égard, reconnaissant le besoin de compléter l'"Agenda pour la paix" par un "Agenda pour le développement",

Consciente que le recours en temps voulu à la diplomatie préventive est le moyen le plus efficace et le plus judicieux pour apaiser les tensions avant qu'elles ne débouchent sur un conflit,

Constatant que la diplomatie préventive peut nécessiter le recours à des mesures telles que celles visant à renforcer la confiance, la mise en place d'un dispositif d'alerte rapide, à l'établissement des faits et à d'autres mesures impliquant, selon que de besoin, des consultations avec les Etats Membres, la discrétion, la confidentialité, l'objectivité et la transparence,

Insistant sur la nécessité de renforcer la capacité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la diplomatie préventive, entre autres en consacrant à cette dernière des ressources humaines et financières adéquates, afin d'aider les Etats Membres à régler leurs différends pacifiquement,

Réaffirmant qu'il est d'une importance fondamentale que l'Organisation des Nations Unies ait une assise financière saine et sûre afin qu'elle puisse, notamment, jouer un rôle efficace dans la diplomatie préventive,

Soulignant l'importance, aux fins de la diplomatie préventive, de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les accords et organismes régionaux, dans leurs domaines de compétence respectifs,

Soulignant aussi que le respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats est crucial pour toute entreprise commune visant à promouvoir la paix et la sécurité internationales,

Rappelant en outre d'autres résolutions adoptées durant la session en cours de l'Assemblée générale concernant divers aspects abordés dans "Agenda pour la paix",

/...

Insistant sur la nécessité pour tous les organes et organismes des Nations Unies, selon que de besoin, d'intensifier leurs efforts pour renforcer le rôle de l'Organisation dans les domaines de la diplomatie préventive ainsi que du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix, et de poursuivre l'examen du rapport du Secrétaire général en vue de prendre les mesures voulues,

Soulignant qu'il est indispensable d'assurer une protection adéquate aux personnels participant aux activités de diplomatie préventive, de rétablissement et de maintien de la paix et aux opérations humanitaires, conformément aux normes et principes applicables du droit international,

Prenant note de la définition de la diplomatie préventive que donne le Secrétaire général dans son "Agenda pour la paix",

I

Règlement pacifique des différends

Soulignant la nécessité de promouvoir le règlement pacifique des différends,

1. Invite les Etats Membres à rechercher des solutions à leurs différends lorsque ceux-ci sont dans leur phase initiale par des moyens pacifiques tels que ceux prévus dans la Charte des Nations Unies;

2. Décide de réfléchir aux moyens d'utiliser pleinement les dispositions de la Charte en vertu desquelles l'Assemblée générale peut recommander les mesures propres à assurer l'ajustement pacifique de toute situation, quelle qu'en soit l'origine, qui lui semble de nature à nuire au bien général ou à compromettre les relations amicales entre nations;

3. Encourage le Conseil de sécurité à utiliser pleinement les dispositions du Chapitre VI de la Charte concernant les procédures et méthodes de règlement pacifique des différends et à demander aux parties concernées de régler leurs différends par des moyens pacifiques;

4. Encourage le Secrétaire général et le Conseil de sécurité à engager rapidement entre eux des consultations étroites et permanentes afin de mettre au point, dans chaque cas d'espèce, une stratégie appropriée pour le règlement pacifique du différend en cause, y compris avec la participation d'autres organes, organisations et organismes du système des Nations Unies, ainsi que des accords et organismes régionaux, selon que de besoin, et invite le Secrétaire général à lui rendre compte de ces consultations;

II

Alerte rapide, collecte d'informations et analyse

Considérant qu'il faut renforcer la capacité d'alerte rapide, de collecte d'informations et d'analyse de l'Organisation des Nations Unies,

/...

1. Encourage le Secrétaire général à créer un mécanisme d'alerte rapide adapté aux situations qui semblent devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en étroite coopération avec les Etats Membres, les organismes des Nations Unies ainsi que les accords et organismes régionaux, selon que de besoin, en utilisant les informations dont ces organismes disposent ou celles reçues des Etats Membres, et à tenir les Etats Membres informés du mécanisme mis en place;

2. Invite le Secrétaire général à renforcer la capacité du Secrétariat de collecter des informations et de les analyser afin de mieux répondre aux besoins de l'Organisation en matière d'alerte rapide et, à cette fin, encourage le Secrétaire général à veiller à ce que les fonctionnaires soient convenablement formés à tous les aspects de la diplomatie préventive, y compris la collecte et l'analyse d'informations;

3. Invite les Etats Membres et les accords et organismes régionaux à fournir en temps voulu au Secrétaire général des informations d'alerte rapide, à titre confidentiel si nécessaire;

4. Encourage le Secrétaire général à continuer, conformément à l'Article 99 de la Charte des Nations Unies, à attirer, à sa discrétion, l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'à lui faire des recommandations sur ce sujet;

5. Invite les Etats Membres à appuyer le Secrétaire général dans ses activités de diplomatie préventive, notamment en lui fournissant l'assistance dont il pourrait avoir besoin;

6. Encourage le Secrétaire général, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, à informer l'Assemblée générale, si nécessaire, de toute situation qui pourrait se révéler dangereuse ou entraîner un désaccord ou un différend international;

7. Invite le Secrétaire général à porter rapidement à l'attention des Etats Membres toute affaire dont il pense qu'elle pourrait nuire aux relations entre Etats;

III

Etablissement des faits

Rappelant les déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité, au nom du Conseil, les 29 octobre 3/ et 30 novembre 1992 4/, et ses propres résolutions 1967 (XVIII) du 16 décembre 1963, 2104 (XX) du 20 décembre 1965, 2182 (XXI) du 12 décembre 1966 et 2329 (XXII) du 18 décembre 1967 sur la question des méthodes d'établissement des faits,

3/ S/24728.

4/ S/24872.

1. Réaffirme sa résolution 46/59 du 9 décembre 1991 sur la Déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et en particulier les directives qui y sont énoncées;

2. Recommande au Secrétaire général de continuer de recourir, dans le cadre des missions d'établissement des faits et d'autres missions, aux services d'éminents spécialistes sélectionnés sur une base géographique aussi large que possible et de retenir la candidature des personnes présentant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité;

3. Invite les Etats Membres à soumettre le nom de personnalités ayant les compétences requises, aux services desquelles le Secrétaire général pourra avoir recours, lorsqu'il le jugera utile, dans le cadre de missions d'établissement des faits et d'autres missions;

4. Recommande d'examiner dans les meilleurs délais toute demande formulée par un Etat Membre portant sur l'envoi d'une mission d'établissement des faits dans son territoire;

5. Invite le Secrétaire général de continuer à envoyer dans les délais voulus des missions d'établissement des faits et d'autres missions qui puissent l'aider à s'acquitter comme il convient des fonctions qui lui ont été confiées par la Charte des Nations Unies;

IV

Mesures de confiance

Considérant que l'application de mesures de confiance appropriées, compatibles avec les besoins nationaux en matière de sécurité, renforcerait la confiance mutuelle et la bonne foi, qui sont essentielles pour réduire les risques de conflit entre Etats et améliorer les perspectives d'un règlement pacifique des différends,

Rappelant ses résolutions 43/78 H du 7 décembre 1988 et 45/62 F du 4 décembre 1990, ainsi que sa résolution 47/54 D du 9 décembre 1992 sur l'application des directives pour des types appropriés de mesures de confiance,

Considérant que les mesures de confiance peuvent englober à la fois les questions militaires et civiles, parmi lesquelles les questions politiques, économiques et sociales,

Soulignant qu'il importe d'encourager les Etats Membres et, le cas échéant et d'une manière qui tienne compte de leurs mandats respectifs, les accords et organismes régionaux à jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne l'élaboration de mesures de confiance appropriées à la région concernée et à coordonner leurs efforts dans ce domaine avec ceux de l'Organisation des Nations Unies conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies,

/...

1. Invite les Etats Membres et les accords et organismes régionaux à informer le Secrétaire général, par les voies appropriées, des résultats qu'ils ont obtenus en ce qui concerne les mesures de confiance dans leurs régions respectives;
2. Approuve l'intention du Secrétaire général de consulter régulièrement les Etats Membres et les accords et organismes régionaux sur d'autres mesures de confiance à prendre;
3. Encourage le Secrétaire général à consulter les parties aux différends actuels ou potentiels, dont la persistance pourrait compromettre le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que les autres Etats Membres et organismes et accords régionaux intéressés, selon que de besoin, sur la possibilité de prendre des mesures de confiance dans leurs régions respectives et à continuer d'informer les Etats Membres à ce sujet en consultation avec les parties intéressées;
4. Se félicite des mesures de confiance telles que l'incitation à la transparence et la modération en matière de fabrication, d'achat et de déploiement d'armements, l'échange systématique de missions militaires, la création éventuelle de centres régionaux de réduction des risques, les dispositions visant à assurer la libre circulation de l'information et la surveillance d'accords régionaux de maîtrise des armements et de désarmement;

V

Assistance humanitaire

Rappelant sa résolution 45/100 du 14 décembre 1990 sur l'assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre et sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991 sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies,

Se félicitant du rôle accru que joue le système des Nations Unies dans la fourniture de l'assistance humanitaire,

Constatant que, dans certaines situations, les programmes d'aide humanitaire impartiale et les opérations de maintien de la paix peuvent se renforcer mutuellement,

1. Encourage le Secrétaire général à continuer de renforcer la capacité de l'Organisation pour lui permettre de coordonner la planification et l'exécution des programmes d'assistance humanitaire, en faisant appel aux compétences et ressources spécialisées de toutes les composantes du système des Nations Unies ainsi qu'à celles, le cas échéant, des organisations non gouvernementales;

/...

2. Encourage également le Secrétaire général à continuer d'étudier la question de la coordination, selon que de besoin, entre les programmes d'assistance humanitaire et les opérations de maintien de la paix ou opérations de caractère analogue, tout en préservant le caractère apolitique, neutre et impartial de l'action humanitaire;

3. Invite le Secrétaire général à porter à l'attention des organes compétents du système des Nations Unies toute situation nécessitant une assistance humanitaire d'urgence, de façon à éviter qu'elle ne se détériore au risque d'engendrer un désaccord ou un différend international;

VI

Ressources et aspects logistiques de la diplomatie préventive

Considérant qu'il faut disposer de ressources suffisantes à l'appui des efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie en matière de diplomatie préventive,

1. Invite les Etats Membres à fournir un appui d'ordre politique et pratique au Secrétaire général dans les activités qu'il mène pour le règlement pacifique des différends, y compris l'alerte rapide, l'établissement des faits, les bons offices et la médiation;

2. Invite également les Etats Membres à fournir au Secrétaire général, sous forme de contribution volontaire, toutes autres compétences techniques et ressources logistiques dont il pourrait avoir besoin pour s'acquitter avec succès de ces fonctions dont l'importance va croissant;

VII

Le rôle de l'Assemblée générale dans la diplomatie préventive

Soulignant qu'elle a, aux côtés du Conseil de sécurité et du Secrétaire général, un rôle important à jouer dans la diplomatie préventive,

Consciente que, de ce fait, elle doit travailler en collaboration et en coordination étroites avec le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et compte tenu des attributions et des responsabilités conférées à chacun d'eux,

1. Décide d'explorer les moyens d'appuyer les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport "Agenda pour la paix" 2/ pour encourager les Etats Membres à faire appel à l'Assemblée générale, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, afin qu'elle exerce davantage d'influence lorsqu'il s'agit de prévenir ou de désamorcer une situation pouvant se révéler dangereuse ou engendrer un désaccord ou un différend international;

/...

VIII

Travaux futurs

Considérant que, faute de temps, elle n'a pas pu examiner toutes les propositions figurant dans l'"Agenda pour la paix" 2/,

1. Décide de poursuivre au début de 1993 son examen des autres recommandations relatives à la diplomatie préventive et aux questions connexes formulées dans le rapport du Secrétaire général "Agenda pour la paix", y compris celles qui ont trait au déploiement préventif, aux zones démilitarisées, à la Cour internationale de Justice, et à l'application des dispositions de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, conformément aux dispositions de la Charte et compte tenu, le cas échéant, de l'évolution et des pratiques suivies en la matière dans les organes compétents des Nations Unies;

2. Décide également d'examiner et d'étudier d'autres propositions formulées dans "Agenda pour la paix".
